

Témoignage d'un prof d'espagnol : l'étude des langues vivantes est, aujourd'hui, dévoyée...

Article rédigé par *Boulevard Voltaire*, le 17 juin 2020

Source [Boulevard Voltaire] En prenant connaissance, il y a quelques mois, des axes et des sujets blancs pour les classes de première et de terminale puis, récemment, en découvrant les sujets de la banque de données, je me suis posé la question : à quoi sert l'étude des langues vivantes ?

D'abord et avant tout au commerce, au travail, aux affaires. C'est son aspect pratique et fondamental. Elle a aussi un aspect ludique : facilitation du tourisme, découverte des pays étrangers, de leur culture.

Enfin, elle permet une approche différente de la littérature, qui a toujours été un domaine spécialisé mais pourrait être abordée par plus d'élèves qu'à l'heure actuelle si les lettres, en général, recouvraient leur prestige. Cela n'est malheureusement pas dans l'air du temps.

En effet, l'Éducation nationale préfère pousser à l'étude des problèmes de société car cela lui permet de se livrer, auprès des élèves, à une action de propagande en faveur des idées marxistes (genre Mélenchon ou Podemos) ou bien libérales-libertaires telles que les diffuse le groupe de pression du financier Soros.

De fait, assez souvent, il est demandé aux enseignants de militer pour :

- La solidarité, comme si elle faisait défaut chez nous, où les aides sociales sont pourtant considérables et presque universelles. Concrètement, il s'agit d'obliger l'élève à se doter d'une « conscience souffrante ». Quel profit pour lui ?
- La suppression des frontières, manifestement dangereuses, à en juger par les attentats qui se sont produits en France (et en Espagne) et les problèmes d'identité et de communautarisme qui se posent, désormais, un peu partout en Europe occidentale.
- La mise en cause de la famille traditionnelle et du rôle du père, alors que nous voyons bien que ce qui est proposé en échange ne donne pas de bons résultats...

Au contraire, on a l'impression que beaucoup de jeunes, parce qu'ils vivent des situations familiales compliquées, n'étudient pas aussi bien qu'ils le pourraient.

- Le goût de la défense des minorités (forcément opprimées), même lorsque leurs exigences paraissent aberrantes. On peut estimer que le lobby LGBT envisage, désormais, l'Éducation nationale comme un champ d'action pour lui.
- Enfin, le rejet de toute dimension historique autre que partisane, avec notamment une présentation des faits

sans nuance, un peu comme si notre public était composé d'imbéciles à qui seuls conviennent les slogans.

Je trouve dommage que les collègues acceptent d'aller dans le sens de ce qui leur est demandé sans se poser les questions suivantes : s'agit-il d'idées bonnes ou mauvaises pour l'avenir de notre société ? Est-on là pour développer l'esprit critique des élèves ou bien pour leur bourrer le crâne ? Pourquoi reconstituer, dans les salles de classe, une ambiance à la 1984, avec des « minutes de la haine » à l'encontre, par exemple, de Pinochet dont on ne rappelle jamais qu'il a réalisé son coup d'État à une époque où l'Union soviétique était debout, protégeait Fidel Castro et paraissait menaçante aux yeux des capitalistes, certes, mais aussi de tous les partisans de la liberté ?

Aussi, je ne les plains pas, ces professeurs, lorsque l'État les spolie d'une partie du montant de leur retraite. C'est le prix de leurs errements ou de leur conformisme, et comme l'effet d'une justice immanente.

De plus, comment se fait-il que, dans les enquêtes PISA, la France se situe à peine au vingt-cinquième rang (elle y a dégringolé) alors qu'elle est troisième, à l'échelon mondial, pour ce qui concerne la part des dépenses d'éducation dans le PIB national ? Pourquoi ce décalage pour le moins paradoxal, dont les contribuables font nécessairement les frais, puisqu'il implique l'obtention de faibles résultats par un système très onéreux ? Pourquoi, sinon parce que l'Éducation nationale n'a pas effectué les bons choix idéologiques et que, par ailleurs, au lieu d'éduquer la société, elle se laisse influencer par elle ?

Malgré tout – et n'est-ce pas un autre grand paradoxe ? -, proportionnellement au nombre de candidats, il n'y a jamais eu autant de jeunes à obtenir une mention au baccalauréat (y compris la mention « très bien »).

Cela ne peut que faire perdre tout crédit à l'Éducation nationale auprès des gens avertis, hélas peu nombreux...